

Structure du comité de S-T et représentation canadienne auprès de l'OCDE

Le Comité de la politique scientifique et technologique (CPST) est chargé de la coopération entre les pays membres de l'OCDE en matière de politique des S-T, mais il arrive souvent que d'autres comités interviennent puisque les travaux de l'OCDE ont tendance à devenir de plus en plus horizontaux. Le CPST approuve le mandat et les travaux de ses organes subsidiaires et recommande au Conseil l'approbation de rapports, d'études, de conférences, etc. Le Canada est représenté au Conseil par l'ambassadeur Suzanne Hurtubise et au CPST, par M^{me} Marie Tobin, directrice générale de la politique d'innovation à Industrie Canada. Le CPST se réunit deux fois par an. M^{me} Isabelle Roy, membre de la délégation permanente du Canada auprès de l'OCDE, est chargée de suivre les activités relatives aux S-T. Les quatre organes subsidiaires du CPST se réunissent également deux fois par an en temps normal, et les chefs de la délégation canadienne sont les suivants :

- **Groupe de travail des experts nationaux sur les indicateurs de science et de technologie (GENIST)** - M. Fred Gault, directeur, Direction des sciences, de l'innovation et de l'information électronique, Statistique Canada.
- **Groupe de travail sur la biotechnologie** - M. John Jaworski, agent principal de développement industriel, Sciences de la vie, Industrie Canada.
- **Forum mondial de la science** - M. Marshall Moffat, directeur, Direction de l'infrastructure du savoir, Politique d'innovation, Industrie Canada, et M. Nigel Lloyd, directeur général, Subventions de recherche, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.
- **Groupe de travail sur la politique de l'innovation et de la technologie (TIP)** - M^{me} Jeanne Inch, directrice, et M. Don Vernon, Direction de l'innovation de marché, Direction générale de la politique d'innovation, Industrie Canada.

À l'exception du GENIST, où le Canada est représenté par Statistique Canada, Industrie Canada assure le leadership en ce qui concerne les politiques, en coopération avec les ministères et agences à vocation scientifique pertinents. Cependant, comme pour la plupart des organismes de l'OCDE, c'est le MAECI qui coordonne les instructions données aux représentants canadiens ainsi que les principales positions de principes du Canada. Normalement, les instructions sont communiquées à l'avance et les rapports de réunion sont préparés par la délégation permanente du Canada.

Les activités se multiplient entre les réunions officielles, tant entre les pays membres et le Secrétariat qu'entre les pays membres intéressés, par l'intermédiaire du courrier électronique et dans le cadre de groupes de discussion électroniques. Le système de distribution électronique des documents officiels de l'OCDE, « Olisnet », est accessible à tous les représentants gouvernementaux des pays membres. Deux États non membres de l'OCDE, l'Afrique du Sud et Israël, assistent aux réunions du CPST en tant qu'observateurs et, à ce titre, bénéficient pratiquement des mêmes privilèges que les membres à part entière. La Commission européenne participe à toutes les activités de l'OCDE en vertu de dispositions spéciales. De plus, l'OCDE coopère de plus en plus avec le secteur privé et la société civile, de façon officielle et officieuse, par voie de consultations et de séances d'information spéciales, ou encore sous la forme d'une participation sur invitation à des réunions de comité. Cette coopération se fait aussi par le biais de représentants officiels auprès de l'OCDE, pour les entreprises (Comité consultatif